

DÉCLARATION DES TRAVAILLEURS LICENCIÉS ET NON LICENCIÉS DE HUICOMA DE KOULIKORO

Nous les travailleurs licenciés et non licenciés de **HUICOMA** de Koulikoro, réunis dans notre malheur, et plus que jamais solidaires pour la défense de nos droits, avons initié cette marche pacifique avec le **Mouvement des sans voix/No Vox** pour dénoncer l'injustice, la répression, l'intimidation que nous subissons depuis que l'État malien s'est désengagé de **HUICOMA** en juin 2005 au profit du groupe Tomota.

Puisque c'est de ce groupe qu'il s'agit et de son Président directeur général Alou Tomota, nous sommes déterminés à faire exploser et échouer le groupe Tomota dans son entreprise criminelle qu'il s'adonne avec plaisir depuis 2005.

Puisque, c'est de la responsabilité directe de l'État qui est engagé voir même sa crédibilité dans cette affaire sordide qui est HUICOMA, nous demandons aux autorités de la république du Mali de mettre tout en œuvre pour que justice nous soit rendue.

Puisque, c'est de HUICOMA dont il est question, par cette déclaration, nous travailleurs licenciés et non licenciés et notre collectif de soutien, tenons à informer le peuple malien sur le bradage de cette manne nationale, autrefois le fleuron de l'économie locale et nationale.

HUICOMA, une entreprise nationale, estimée à 26 milliard de CFA lors de sa privation est devenu aujourd'hui le cauchemars des travailleurs. L'État a cédé l'**HUICOMA** au groupe Tomota à moins de dix milliards de CFA, et l'a exonéré d'impôt et de taxe pendant huit ans. Dans le cahier de charge, le Groupe Tomota devrait prévoir un plan social à tout éventuel licenciement, d'améliorer la qualité de service de **HUICOMA**...

Mais force est de constater que malgré ces avantages, le groupe Tomota licencie dès 2005 plus de 411 travailleurs sans préavis, ni droit. Au delà de ces purges, la situation sociale qui prévaut aujourd'hui à Koulikoro est cauchemardesque parce que le moteur économique (HUICOMA) est en panne. Les hommes en chômage, c'est les femmes et les enfants qui payent un lourd tribut. Les enfants ne vont plus à l'école, les femmes sont l'objet de toute sorte d'humiliation.

Le groupe Tomota a complètement liquidé **HUICOMA** et ce qui en reste aujourd'hui, n'est que désenchantement. Qu'est ce qui n'a pas été dit avant la privatisation : « Sauvons **HUICOMA**, agissons vite pendant qu'il est temps ». Mais cette politique d'apprenti sorcier, et de bradage du bien public va connaître un échec cuisant, car la marche de l'histoire ne saurait être interrompue.

Aujourd'hui, tout le monde le sait, le groupe Tomota est à la solde du pouvoir, n'eût été le contraire que Alou Tomota soit donc traduit devant les tribunaux pour non respect du cahier de charge, pour arrestation arbitraire, pour violation flagrante du code de travail.

Les travailleurs licenciés depuis 2005 vivent dans toutes les conditions difficiles, que même les animaux n'en envieront point. Les non licenciés sont dans une situation de moribond. Ces deux catégories sont l'objet d'arrestation et d'intimidation à la plus grande satisfaction générale des hautes autorités d'un pays qui se dit démocratique.

C'est pourquoi nous exigeons :

- l'application du plan social - les payement correct des salaires des travailleurs non licenciés - le remboursement des dix neuf milliards que HUICOMA devait à la CMDT en 2005 - que justice soit rendue aux syndicalistes arrêtés et emprisonnés. L'indemnisation des travailleurs accidentés - la traduction de Alou Tomota et ses complices devant les tribunaux - le retrait pur et simple de HUICOMA au groupe Tomota pour non respect du cahier de charge du 02 juin 2005 - la remise en marche de HUICOMA - la réintégration de tous les travailleurs licenciés

Fait à Koulikoro, le 24 Septembre 2009

Pour le **collectif des travailleurs licenciés de HUICOMA** de Koulikoro :
Ibrahima Diarra

Pour le **Mouvement des sans voix/ No Vox (MSV)** : Tahirou Bah